

Index AI : PRE01/033/2013
21 January 2013

Les États-Unis doivent divulguer les lignes directrices qui auraient été préparées sur les drones et les «homicides ciblés»

L'utilisation de la force meurtrière par le gouvernement des États-Unis doit respecter le droit international, a déclaré Amnesty International alors que des informations font état de la préparation par le pays d'un « manuel » sur les homicides ciblés, y compris sur les attaques de drones.

Le week-end des 19 et 20 janvier, les médias américains ont indiqué que le gouvernement de Barack Obama achevait actuellement des lignes directrices relatives à la lutte contre le terrorisme.

« Il existe déjà un règlement régissant ces questions, il s'agit du droit international. Toute règle adoptée par le gouvernement des États-Unis sur les "homicides ciblés" doit être divulguée dans son intégralité et conforme au droit international », a expliqué Susan Lee, directrice du programme Amériques d'Amnesty International.

À ce jour, les explications avancées publiquement par de hauts représentants du gouvernement de Barack Obama n'ont fait que montrer que la ligne de conduite de ce dernier semble autoriser les exécutions extrajudiciaires, en violation du droit international.

« Toute recommandation adoptée doit rejeter la théorie d'une "guerre mondiale", selon laquelle le monde entier est un champ de bataille entre les États-Unis et des groupes armés et sur laquelle s'appuyait précédemment le gouvernement américain pour justifier le recours intentionnel à une force meurtrière, au mépris des normes relatives aux droits humains », a ajouté Susan Lee.

Selon les informations dont on dispose, le « manuel » en cours de préparation exclut les opérations de la CIA au Pakistan, où plus de 300 attaques de drones auraient tué des civils ainsi que des militants présumés.

« Ces informations font de nouveau apparaître le secret et l'absence de surveillance indépendante qui caractérisent les opérations de la CIA au Pakistan et dans d'autres régions du monde. Alors que le président Obama entame son second mandat, il faut maintenant rendre publiques toutes les informations juridiques et factuelles pertinentes sur la politique et les pratiques des États-Unis concernant les "homicides ciblés" et les attaques de drones, et montrer ainsi clairement que les opérations antiterroristes américaines n'autorisent pas à se placer au-dessus de l'état de droit », a ajouté Susan Lee.<